

CONVENTION ENTRE CHATEAUX DE LA DROME ET LA VILLE DE MONTÉLIMAR POUR LA MISE A DISPOSITION ET L'USAGE DU PARC DU CHÂTEAU DE MONTÉLIMAR

Entre les soussignés :

Châteaux de la Drôme, établissement public de coopération culturelle à caractère industriel et commercial ayant son siège social Château de Grignan, 26230 GRIGNAN, immatriculé au RCS de Romans sous le n°833 615 784, représenté par son Directeur, Monsieur Florent TURELLO, dûment habilité à l'effet des présentes, et ci-après dénommé « l'EPCC Châteaux de la Drôme »,

d'une part,

et :

La ville de Montélimar, Hôtel de Ville, Place Emile Loubet, BP 279, 26216 MONTE LIMAR cedex, représentée par son Maire en exercice Monsieur Julien CORNILLET ou son représentant, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération du Conseil municipal n° _____ du _____, et ci-après dénommée « la Ville »,

d'autre part,

Etant préalablement exposé :

L'EPCC a pour objet d'assurer l'exploitation des trois (3) châteaux départementaux de la Drôme : Grignan, Suze-la-Rousse et Montélimar.

Il assure ainsi la mise en valeur touristique, culturelle, économique et patrimoniale des Châteaux départementaux.

Les principales missions de l'EPCC sont notamment :

- définir une offre adaptée aux différents publics et favoriser leur développement,
- définir la programmation culturelle et d'animation,
- _____ assurer l'accueil de partenaires culturels ou économiques et passer toutes conventions pour l'utilisation des espaces,
- développer les activités permettant d'améliorer l'équilibre économique des sites dans le respect des sites, tant sur le plan patrimonial que de leur image.

Il est garant de la sécurité et de la préservation des lieux, des publics et du voisinage, y compris lors de l'utilisation des lieux par des tiers.

De son côté, la Ville souhaite également assurer une programmation artistique autonome et perçoit tout l'intérêt du positionnement du site du Château de

Montélimar en matière touristique et culturel.

Il a donc été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'EPCC met gracieusement à disposition de la Ville, suivant les stipulations ci-après, le parc du Château de Montélimar dans le cadre d'une programmation de manifestations en plein air pendant la période estivale 2023 et plus précisément :

- « Happy Party » le 15 juin 2023,
- spectacles musicaux du 3 au 10 juillet 2023 inclus,
- soirées théâtrales les 11,12 et 13 juillet 2023
- « Les rendez-vous Château » le 25 juillet et les 5, 12 et 19 août 2023.

Ces manifestations complémentaires permettant de renforcer l'attractivité touristique de ce site patrimonial majeur pour le territoire, L'EPCC relaiera également ces programmations sur ses supports de communication numériques.

L'utilisation de l'intérieur du château et de la cour est envisageable dans le cadre de la présente convention, mais elle sera limitée à l'évacuation de sécurité des spectateurs et aux besoins spécifiques des organisateurs des événements précités (avec accord de l'EPCC),

Un plan du site identifiant le périmètre objet de la présente convention est joint en annexe de celle-ci.

Article 2 : Engagements de la Ville

2-1 : Usage des lieux et biens mis à disposition

La Ville est autorisée, avec l'accord exprès et préalable de l'EPCC, à conclure avec les organisateurs des spectacles visés à l'article 1 des conventions d'occupation temporaire de caractère avant tout précaire et révocable et, lorsqu'il y a lieu, à percevoir des redevances d'occupation.

Dans le cas où la ville percevrait une redevance d'occupation du domaine public dans la cadre de la présente convention, elle la reverserait intégralement à l'EPCC.

La Ville s'engage à respecter et à faire respecter par ses contractants les règles d'usage et de préservation du site du château classé Monument Historique et à mettre en place une surveillance permettant sa sécurisation.

La Ville reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et des biens, objet de la présente convention, et les déclare adaptés aux spectacles qu'elle entend y organiser. Elle les prend en l'état actuel et s'engage à respecter et faire respecter, notamment, les consignes de sécurité.

La Ville usera des espaces et biens mis à sa disposition pour l'organisation

exclusive des spectacles visés à l'article 1 de la présente convention.

L'utilisation des espaces et biens s'effectuera dans le respect des règles d'hygiène, de sécurité et de tranquillité publique.

La Ville devra se coordonner avec l'EPCC pour définir son programme et s'engage à mettre en place des actions limitant la perturbation du flux des publics durant les heures d'ouverture du Château de 10 h à 18 h.

La Ville s'engage à user des lieux mis à disposition par l'EPCC raisonnablement et à avertir immédiatement ce dernier de tout défaut ou dégradation constatée. Elle sera responsable vis-à-vis de l'EPCC de leur maintien en bon état et devra les restituer en l'état à l'issue de la présente convention.

Un état des lieux d'entrée et de sortie du site mis à disposition sera établi, contradictoirement entre un représentant de l'EPCC et un représentant de la Ville.

Le nettoyage du site est à la charge de la Ville qui s'interdit et s'assure que ses contractants s'interdisent, de modifier, couper ou détériorer tout espace vert ou de couper ou de casser des branches d'arbres.

La Ville s'interdit également, et s'assure que ses contractants respectent l'interdiction, d'intervenir sur l'installation électrique mise en place par l'EPCC. Toute manipulation de cette installation ne pourra se faire que par les agents habilités par l'EPCC.

Pour les équipements et installations qui seront implantés sur le site pour l'organisation des spectacles visés à l'article 1 ci-dessus, la Ville s'engage à respecter et à faire respecter par ses contractants les obligations concernant les chapiteaux, tentes et structures et à s'assurer de disposer des extraits de registres de sécurité, des procès-verbaux nécessaires, des certificats de bon montage et de liaison au sol après installation.

L'utilisation de gaz ou de tout autres matières dangereuses est interdite sur le site.

Il est bien précisé les toilettes des châteaux ne peuvent être considérées comme utilisables pour un événement rassemblant plus de 100 personnes.

2-2 : Assurance et responsabilité

La Ville s'engage à respecter, et à faire respecter par ses contractants, toutes les normes en vigueur, notamment concernant la sécurité du public et la sécurité incendie. La mise en place de tous les équipements de sécurité nécessaires et la réalisation des contrôles obligatoires des installations s'imposent à la Ville et à ses contractants.

La Ville reste responsable envers l'EPCC de tout incident, accident ou dommage. Toutes les précautions et assurances doivent être prises pour les éviter.

La Ville s'engage notamment à contracter auprès des compagnies notoirement solvables les assurances nécessaires tant en responsabilité civile qu'en dommages divers destinées à couvrir tous les risques qui pourraient survenir du fait de l'exécution de la présente convention et garantie l'EPCC qu'il en sera de même pour ses contractants.

Dans tous les cas, la responsabilité de l'EPCC ne pourra être engagée pour des dommages aux biens et aux personnes causés par les événements organisés par la Ville et ses contractants.

La Ville s'engage à appliquer, et à faire appliquer par ses contractants, les mesures COVID qui seraient en vigueur au jour de l'organisation des spectacles.

L'EPCC se réserve le droit de faire annuler l'évènement pour des raisons de sécurité et en cas de force majeure.

Article 3 – Contrôle par l'EPCC

Sans que cela n'engage sa responsabilité ou n'exonère même partiellement la responsabilité de la Ville et de ses contractants, l'EPCC conserve un droit de contrôle sur l'autorisation d'occupation et d'usage objet des présentes.

L'EPCC peut, à tout moment, procéder à tous les contrôles qu'il juge nécessaire en vue de vérifier le respect des stipulations de la présente convention. A ce titre, il peut se faire communiquer toutes les autorisation et documents nécessaires et procéder à leur vérification.

Les contrôles sont effectués soit par le représentant légal de l'EPCC, soit par toute personne désignée et mandatée à cet effet par ce dernier.

Article 4 : Durée et prise d'effet de la convention

La présente convention qui est conclue pour les périodes d'occupation indiquées à l'article 1 prend effet à compter de sa date de signature.

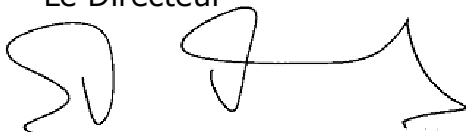
Article 5 : Différends - Litiges

Pour tout différend ou litige qui pourrait survenir dans l'application ou l'interprétation de la présente convention et qui ne trouverait pas de solution amiable, le tribunal administratif de Grenoble est seul compétent.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A Montélimar, le 25/05/2023

Pour l'EPCC
Le Directeur



Pour la Ville
Le Maire